

PRÉSIDENTIELLE 2014

Que feront les boycottteurs ?

Partis politiques et personnalités ayant opté pour le boycott des élections présidentielles se rencontrent aujourd’hui. A l’ordre du jour, une large concertation pour arrêter un plan d’action en vue d’un boycott actif. Des responsables du RCD, du MSP, d’Ennahda, de Jil Jadid — de Djilali Soufiane — et Ahmed Benbitour tenteront de mettre au point un plan de bataille qui puisse faire consensus.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Le Rassemblement pour la culture et la démocratie, le Mouvement de la société pour la paix, Ennahda, Jil Jadid et Ahmed Benbitour qui ont pris option pour le boycott coordonnent leurs actions pour mobiliser autour d’actions concrètes devant mener à une large mobilisation populaire en faveur du boycott. Djilali Soufiane,

porte-parole de Jil Jadid qui avait dans un premier temps fait part de son intention de se présenter aux élections avant de se retirer, estime que «nous ne sommes plus dans un processus normal mais face à un véritable renversement», expliquant que dans ce contexte, la seule partie qui pourrait intervenir, c’est le peuple. C’est pour cette raison, dit-il, qu’il compte «s’ali-

gner sur toutes les actions populaires».

Dans quelques jours, son parti jaugera l’ampleur des mouvements de protestation. Soufiane Djilali sera d’ailleurs présent au rassemblement prévu aujourd’hui par le mouvement «Barakat».

Du côté du MSP, son chargé de communication expliquait hier que le boycott était une position politique qui devra être expliquée à de larges pans de la société. Pour ce faire, le parti de Mokri compte sur le travail de proximité. Le MSP a d’ores et déjà imprimé un petit livret qui résume les positions du parti. Le MSP qui sera, selon M. Tebbal, présent dans les quartiers,

saisira l’opportunité des rencontres nationales pour faire campagne en faveur du boycott.

Le MSP compte également être présent sur les réseaux sociaux. Il évoque des rencontres avec le RCD et Ennahda et la proposition de l’organisation d’une conférence nationale du dialogue qui regroupera non seulement les adeptes du boycott mais également les candidats qui considèrent que les conditions ne sont pas réunies pour la tenue d’élections dans les règles. Pour le porte-parole du RCD, toutes les actions menées se feront avec les partenaires politiques qui partagent la même analyse. Ces derniers risquent cepen-

dant de se heurter à la ferme intention des pouvoirs publics de ne pas laisser le champ libre aux partis ayant décidé de ne pas participer à l’élection. Tayeb Belaïz avait donné le ton en affirmant que «les autorisations et les salles ne seront accordées, durant la campagne électorale, qu’aux candidats dont les dossiers ont été validés par le Conseil constitutionnel».

Une déclaration qui avait soulevé un tollé avant que Belaïz ne tente d’expliquer cette décision par l’indisponibilité des salles en période de campagne électorale. Un argument qui n’aura évidemment convaincu personne.

N. I.

ILS SUSPECTENT UN PACTE POUR UNE AMNISTIE GÉNÉRALE

Les gardes communaux marcheront contre le 4^e mandat

Les gardes communaux marcheront de différentes régions du pays, dimanche 12 mars 2014, vers Alger, pour dire non à un quatrième mandat d’Abdelaziz Bouteflika. Leur porte-parole, Aliouat Lahlou, estime que la reconduction de l’actuel chef de l’Etat reflète «un pacte entre les terroristes criminels de la décennie noire et la mafia politico-financière qui veulent aller vers une amnistie générale».

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Le collectif des gardes communaux qui a rencontré, dimanche dernier, un conseiller du ministre de l’Intérieur, Tayeb Belaïz, n’en revient pas. Selon leur porte-parole, Aliouat Lahlou, il leur a été clairement signifié que leur cas «figure et rentre dans le cadre de la réconciliation nationale».

Une situation inacceptable aux yeux de ceux qui ont pendant longtemps porté les armes pour combattre les sanguinaires de la décennie noire.

«Pas question de nous mettre dans le même panier avec les terroristes repentis. Nous avons deux statuts différents», clame-t-il, et tout en considérant que «le cas de ceux qui ont sacrifié leur vie pour que l’Algérie reste

debout, et ceux qui ont tout fait pour la mettre à genoux ne peuvent être régis par la même loi». Aliouat Lahlou qui appelle à une marche nationale des gardes communaux contre le quatrième mandat, dimanche 12 mars 2014, vers la capitale, suspecte en la reconduction de l’actuel chef de l’Etat «un pacte entre les terroristes criminels de la décennie noire et la mafia politico-financière qui veulent aller vers une amnistie générale». Il considère, à ce propos, que ceux qui mettent en avant la stabilité du pays, retrouvée depuis l’arrivée au pouvoir d’Abdelaziz Bouteflika, «sont des traîtres à la nation, à tous ces enfants de l’Algérie qui ont combattu les terroristes dans les maquis, laissant leur vie,

leur santé mentale et physique, et par-dessus tout des veuves et des orphelins qui ont eu pour seul dédommagement la misère et l’indifférence totale». Il ira encore plus loin en déclarant que les Abdelmalek Sellal, Amar Ghoul, Amar Saâdani, Amara Benyounès... ceux-là mêmes, qui «ont détourné le sacrifice de tout un peuple au profit d’un homme qui était absent durant la décennie noire seront un jour jugés devant le peuple».

Enfin, Aliouat Lahlou affirme que les gardes communaux des régions de Bouira, Tizi-Ouzou et Béjaïa ont déjà confirmé leur participation, sans exclure les autres wilayas qui sont en train d’adhérer massivement à l’initiative.

M. M.

IL EST PRÉVU AUJOURD’HUI AU CENTRE D’ALGER

Nouveau rassemblement du mouvement «Barakat»

L’engagement, la mobilisation et la marche vers le changement restent de mise. Le mouvement citoyen «Barakat», qui s’oppose à un quatrième mandat d’Abdelaziz Bouteflika, appelle à une large participation au rassemblement prévu, aujourd’hui, à 11h, devant la Fac centrale, à Alger.

Malgré la forte répression policière qu’ont connue les deux précédents rassemblements contre une «énième reconduction» de «l’éternel chef de l’Etat», le mouvement Barakat ne baisse pas les bras face à ce qu’il considère comme «l’arnaque du cinquantenaire». Idir Tazerout, membre et initiateur du mouvement «Barakat», persiste et signe : «Notre indignation contre l’insupportable et honteux quatrième mandat d’Abdelaziz Bouteflika est, avant tout, un refus de faire de notre Algérie, la propriété privée d’un clan, d’un système dont l’avidité et la spoliation des richesses nationales restent le seul objectif, sinon la seule conviction».

Tout en considérant que l’Algérie mérite mieux qu’une telle situation d’impasse et hautement périlleuse, il s’adresse dans un langage sans détour à tous ceux qui portent ce pays dans leur cœur : «Vous avez démontré lors des deux dernières manifestations que l’honneur de ce pays n’est pas perdu. Que l’espoir est plus que permis. Continuons à porter haut cet honneur et à nourrir cet espoir pour une Algérie digne ! Mobilisons-nous pour la manifestation de ce jeudi, 6 mars 2014. L’histoire nous donne rendez-vous. Soyons à la hauteur et crions tous BARAKAT, non au 4^e mandat, pour une Algérie libre et démocratique.»

De son côté, Mustapha Benfodil, membre et initiateur du mouvement, réaffirme que ce rassemblement ne porte les couleurs d’aucune formation politique, ne soutient aucun autre candidat, obéissant strictement à un caractère citoyen». Mehdi Bsikri, prévient à son tour, que les participants, aujourd’hui, au rassemblement contre le mandat de trop d’Abdelaziz Bouteflika, se démarquent de tout dépassement qui pourra être provoqué par d’autres parties, lesquelles habituellement s’affairent à tourner des manifestations pacifiques au cassage, à l’anarchie ou au pire à l’émeute.

Amira Bouraoui, également membre et initiatrice du mouvement, victime de plusieurs tentatives de déstabilisation et d’intimidation, dénonce et prévient contre la paranoïa que veulent propager les partisans du quatrième mandat en taxant ceux qui veulent porter haut l’espoir de cette nation, d’être manipulés par le DRS ou encore le feuilleton de la main de l’étranger.

M. M.

VALIDATION DES DOSSIERS DES CANDIDATS À LA PRÉSIDENTIELLE

La lourde responsabilité des membres du Conseil constitutionnel

Le Conseil constitutionnel ne dispose plus que de quelques jours pour statuer sur le sort des candidats à la présidentielle du 17 avril. Une lourde responsabilité pèse sur les épaules des membres de cette institution qui auront à confirmer ou non la participation de Abdelaziz Bouteflika.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - La phase de dépôt des dossiers ayant pris fin le 5 mars, à 1 h du matin (à cause de la mésaventure de Rachid Nekkaz), le Conseil constitutionnel dispose de dix jours pour valider la liste des candidats qui prendront part à l’élection présidentielle du 17 avril. Mais les membres de cette institution sont confrontés à un problème épineux: valider ou pas la candidature de Abdelaziz Bouteflika.

Le président sortant et son cercle ont certes mis en place des mécanismes administratifs «solides» pour garantir un 4^e mandat, mais le mot de la fin revient au Conseil constitutionnel. Dans une interview accordée jeudi dernier à *Liberté*, M^e Ali yahia Abdennour a posé clairement la probléma-

tique. «Bouteflika ne peut être candidat à l’élection présidentielle du 17 avril 2014, que s’il présente au Conseil constitutionnel un certificat médical attestant que son état physique lui permet d’assurer sa fonction. Quelle équipe médicale peut, en son âme et conscience, délivrer un tel certificat médical à un malade hospitalisé durant 80 jours au Val-de-Grâce et aux Invalides à Paris et qui gère le pays par délégation et procuration ?» Car la maladie du Président est une réalité. Les dernières images de Abdelaziz Bouteflika diffusées par la télévision publique montraient un homme usé, fatigué, incapable de prononcer une phrase.

Bouteflika s’est même trompé en citant en référence l’article 32 du code électoral. Une disposition qui n’a absolument rien à

voir avec la déclaration officielle de candidature mais concerne... les caractéristiques techniques des bulletins de vote. Erreur impardonnable pour une personnalité politique qui se présente à une élection présidentielle pour la quatrième fois consécutive.

Le montage vidéo de la télévision ne pourra en rien rendre la santé au chef de l’Etat. Il est évident que Bouteflika a joint un certificat médical délivré par des médecins assermentés attestant de sa santé «physique et mentale» afin d’assumer les fonctions de chef de l’Etat pour un mandat de 5 ans. Et seuls les membres du Conseil constitutionnel ont les prérogatives pour authentifier ce document. Leur qualité de juge constitutionnel les dote du pouvoir nécessaire pour vérifier toutes les pièces figurant dans les dossiers des candidats. Car face à cette situation inédite, il revient au Conseil constitutionnel de faire œuvre de jurisprudence.

Les membres de cette juridiction inerte (elle ne peut s’autosaisir) étaient dans l’impossibilité d’appliquer l’article 88 de la Constitution pour déclarer l’état de vacance du poste de président de la République. Cette disposition aurait dû être prise par le représentant du pouvoir exécutif, le Premier ministre en l’occurrence. Mais Abdelmalek Sellal ne l’a pas fait. Après avoir comparé Abdelaziz Bouteflika à Angela Merkel, Abdelmalek Sellal se prépare à prendre, pour la troisième fois consécutive, la casquette de directeur de campagne du candidat-Président.

L’avenir de l’Algérie se joue au boulevard du 11-Décembre-1960. Il est entre les mains de Mourad Medelci, Hanifa Benchabane, Abdeldjalil Belala, Brahim Bouthkil, Hocine Daoud, Abdenour Graoui, Mohamed Dif, Ismaïl Balit et Faouzya Benguella, les neuf membres du Conseil constitutionnel.

T. H.